

Bella Ciao, de la Résistance à la République

[Les métamorphoses de Bella Ciao \(1/4\) Analyse](#)
Mediapart

28 juillet 2018 Par [Nicolas Chevassus-au-Louis](#)

Plongée dans la longue histoire de l'air italien le plus connu au monde, à l'heure où l'extrême droite est de retour au pouvoir à Rome. Où l'on apprend que les fameux *partigiani* n'ont jamais chanté *Bella Ciao*.

☒ La vulgate est entendue : *Bella Ciao* est l'hymne des antifascistes italiens. Un chant de lutte, un chant qui galvanise, un chant que des générations de militants internationalistes ont fait leur, bien avant les plus jeunes fans de la série *La Casa de papel*, ou du rappeur Maître Gims qui en a fait une romance douceuse. Et pourtant, les paroles n'ont rien de politique. La mélodie est aussi allègre que les six strophes de ses paroles sont sombres. Un futur partisan qui s'apprête à combattre un « *envahisseur* » non nommé prévient sa bien-aimée qu'elle devra déposer une fleur sur sa tombe s'il meurt au combat, laquelle honorera sa mémoire d'homme « *mort pour la liberté* ».

Comme le Milton du dernier film des frères Taviani *Una questione privata* (sorti en mai dernier), librement adapté d'un roman de l'ancien partisan Beppe Fenoglio, le héros de *Bella Ciao* semble chercher la mort avec une désinvolture de Lord Byron.

« Una questione privata », bande-annonce (2018). © Trailers FR

Nuls propos martiaux comme les « *Ohé les tueurs, à la balle et au couteau, tuez vite* » du [Chant des partisans](#) (paroles composées à Londres en 1943 par Joseph Kessel et Maurice Druon). Nulle affirmation de la certitude de la victoire et de la force de la mobilisation comme dans le chant antifranciste catalan [L'Estaca](#) (« le pieu »), composé en 1968 par Lluís Llach, avec son « *Si nous tirons tous, il va tomber, si je tire fort vers ici, et que tu tires fort par là, il est certain qu'il tombe, tombe, tombe, et nous pourrons nous libérer* ». Nulle thèse politique affirmée, telle que « *El pueblo unido jamás será vencido* » des

[Quilapayún](#) chiliens de l'époque Allende ; ou que la mort promise « *au fasciste lâche et traître* » par [Fischia il vento](#), qui affirme que le partisan italien pourra conquérir « *son printemps rouge* » qui rendra « *libre et victorieux* ». Une perspective nettement plus engageante que le martyr romantique que propose *Bella Ciao*.

Rien de collectif, donc, dans les paroles de *Bella Ciao*. Un homme s'engage seul, et fait ses adieux à sa bien-aimée en sachant aller à la mort : un récit atypique dans l'univers de la Résistance européenne. Analysant un corpus de 85 chants de maquisards français, l'historien Bruno Leroux (1) notait que 79 d'entre eux étaient « *l'expression d'un nous* » désignant « *les maquisards* » ou plus rarement « *la Résistance et les Français* ». Un nous, mais pas ce moi romantique que met en scène *Bella Ciao*.

Les paroles de *Fischia il vento* (« souffle le vent ») déjà citées semblent avoir été écrites en septembre 1943 par le *partigiano* Felice Cascione, fusillé quatre mois plus tard. Ce médecin de 25 ans avait adapté l'air de la chanson populaire russe *Katyusha*, comme l'avait fait la Franco-Russe Anna Marly, interprète du *Chant des partisans* sur les ondes de la BBC, reprenant un thème traditionnel russe.

Partout en Europe, l'inspiration antifasciste venait aussi de l'Est soviétique. Si l'on a souvent cité *Fischia il vento*, c'est que le chant était l'hymne des partisans garibaldiens, bras armé du Parti communiste italien (PCI) qui joua un rôle central dans la *Resistenza*. C'est en le chantant que l'on retrouve les *partigiani* dans les romans, les films et tout ce qui fait l'immédiate mémoire de la résistance, avec d'autres chants communistes comme [Bandiera rossa](#), l'inévitable *Internazionale* ou encore [L'Inno dei lavoratori](#) des socialistes. Mais de *Bella Ciao*, point.



La notice du disque *Canti della Resistenza italiana*, édité en 1985, affirme même qu'il « est à présumer que *Bella Ciao* ne fut jamais chantée durant la guerre des partisans ». Très rares sont les témoignages d'anciens partisans qui disent se souvenir avoir chanté *Bella Ciao* pendant leur clandestinité.

Tout au plus en trouve-t-on une poignée autour de Montefiorino, en Émilie-Romagne, mais recueillis si tard que l'on est enclin à y voir des souvenirs reconstitués, tant la région de Montefiorino, une des rares à avoir été dès l'été 1944 libérée par l'action des *partigiani*, célèbre avec constance depuis plus de 70 ans la vigueur de son engagement (le 25 juillet dernier, date anniversaire de la chute de Mussolini, s'y tenait encore une *pastasciutta* – sorte de banquet de pâtes – antifasciste).

Dès lors se pose une énigme. Comment une chanson qu'aucun partisan n'a chantée durant les années de la Résistance a-t-elle pu devenir un hymne international de l'antifascisme (on en recense pas moins de quarante traductions, sur lesquelles on aura l'occasion de revenir) ? Tenter d'y répondre nécessite un long retour en arrière sur la genèse de la guerre des *partigiani*.

Aux lendemains de la Première Guerre mondiale, l'Italie du Nord est dans une situation quasi insurrectionnelle. La partie la plus industrialisée du pays est, de loin, celle où les partis de gauche sont les plus puissants. C'est aussi celle qui a supporté l'essentiel de la guerre, souvent désastreuse, contre les Autrichiens, entamée en 1915 sur le front des Alpes et de la plaine vénitienne, quand la monarchie italienne change d'alliance pour rallier le camp des Britanniques, des Français et des Russes.

La vague révolutionnaire qui saisit alors l'Europe entre 1917 et 1919, de la Russie bolchevique à l'Allemagne spartakiste en passant par la Hongrie de Béla Kun, submerge l'Italie du Nord à son tour, en particulier Turin et ses usines. Mais c'est un phénomène politique inédit qui l'emporte : le fascisme, porté par l'ex-socialiste et ancien combattant Benito Mussolini, qui prend le pouvoir à l'issue de la marche sur Rome de 1922.

Les partis de gauche sont réprimés sans pitié : le député socialiste Giacomo Matteotti est assassiné en 1924 et le dirigeant communiste Antonio Gramsci meurt après onze années d'emprisonnement en 1937. D'innombrables rues d'Italie portent aujourd'hui les noms de Matteotti et de Gramsci, symboles de la violence du fascisme. Cette revanche de la postérité n'empêche pas que, dès la fin des années 1920, les forces antifascistes italiennes sont exsangues, réduites pour l'essentiel à des intellectuels vivant en exil. Lorsqu'il fête en 1932 la première décennie de son accession au pouvoir, le fascisme est un régime populaire, solidement installé.

(1) In B. Curatolo et F. Marco (dir.), *Écrire sous l'Occupation. Du non-consentement à la Résistance France-Belgique-Pologne 1940-1945*, Presses universitaires de Rennes, 2011.

À la croisée de trois guerres

On l'oublie souvent, mais le fascisme mussolinien et le nazisme ont loin d'avoir toujours eu partie liée. Dans l'histoire diplomatique complexe des années 1930 abondent les moments de tension entre les deux jeunes États européens (l'Allemagne comme l'Italie n'ont été unifiés que dans le dernier tiers du XIX^e siècle) issus de la lente dislocation du Saint Empire romain germanique. Tout change le 10 juin 1940 quand l'Italie, jusque-là demeurée non belligérante, déclare la guerre au Royaume-Uni et à la France, alors que les panzers allemands sont à quatre jours de Paris.

L'offensive italienne sur la frontière alpine est un fiasco, qui sera suivi de beaucoup d'autres : en Albanie, en Afrique du Nord, en Grèce, en Yougoslavie... Le fascisme italien, qui cultive la rhétorique de la conquête guerrière, se révèle

incapable de donner suite à ses promesses de gloire militaire. Au plus haut niveau de l'État fasciste, on finit par s'en inquiéter. Le 25 juillet 1943, après le débarquement réussi des Anglo-Américains en Sicile, Mussolini est renversé par ses proches.

Avec l'assentiment du roi Victor-Emmanuel III – car l'Italie fasciste est toujours, juridiquement, un royaume de la maison de Savoie –, le maréchal Badoglio, chef d'état-major jusqu'à sa disgrâce en 1940, devient président du Conseil. Mussolini est mis aux arrêts dans les montagnes des Abruzzes. L'été 1943 se passe dans une totale incertitude. Que va faire le nouveau gouvernement italien ? Va-t-il continuer la guerre au côté du Reich ? Ou passer du côté des Alliés ? Le 8 septembre 1943, un armistice est signé avec les forces anglo-américaines.



La signature

de l'armistice de Cassibile.

Comme durant la Première Guerre mondiale, l'Italie vient de changer de camp en cours de conflit. Mais cette fois, les conséquences sont infiniment plus complexes. Des centaines de milliers de soldats italiens se trouvent alors engagés au côté des troupes allemandes dans les Balkans, en Russie ou encore en France, dans la zone d'occupation italienne constituée à partir de novembre 1942 autour de Grenoble et de Nice, ainsi qu'en Corse. Ils sont abandonnés du jour au lendemain, sans solde, sans nourriture, sans commandement. Beaucoup finiront « internés militaires » dans les camps de concentration du Reich, d'autres regagneront tant bien que mal l'Italie à pied, d'autres encore se joindront à des mouvements locaux de résistance.

L'Allemagne nazie ne tarde pas à réagir à ce coup de tonnerre stratégique qu'est l'armistice du 8 septembre 1943. Quatre jours plus tard, un commando libère Mussolini, tandis que la Wehrmacht pénètre en Italie jusqu'à Naples. Au nord, Mussolini forme la République sociale

italienne avec pour capitale la bourgade de Salò, sur les rives du lac de Garde.

Voici l'Italie coupée en deux, comme elle l'a été si souvent au cours de son histoire. Au sud, la monarchie de Victor-Emmanuel III reste théoriquement au pouvoir, même si sa réalité est dans les faits assurée par l'administration militaire américaine et britannique. Au nord, un État qui s'est proclamé républicain, mais qui poursuit la politique fasciste, entend poursuivre la lutte au côté de l'Allemagne nazie.



Carte de la « République sociale italienne ».

Tel est le contexte dans lequel se déclenche la guerre des *partigiani* en septembre 1943. Un double pouvoir, écartelé entre des tensions multiples dans un pays dont l'État n'a qu'à peine 80 ans, voire triple si l'on y inclut celui, croissant, de la Résistance. Dans son ouvrage magistral *Une guerre civile. Essai historique sur l'éthique de la Résistance italienne* (Le Seuil, 2005, traduit de l'édition italienne de 1991 par Bernard Broz), l'historien et ancien partisan Claudio Pavone montre comment les tragiques événements qui vont de l'armistice du 8 septembre 1943 à la reddition des forces allemandes occupant l'Italie le 2 mai 1945 sont à la croisée de trois guerres :

— celle entre les antifascistes armés du Nord et la République sociale italienne de Salò ;

— celle opposant le peuple à l'occupant allemand qui sonne, en particulier en Vénétie et dans le nord-est du pays, comme la reprise d'une longue histoire de lutte contre les Autrichiens ;

— une lutte de classes enfin, opposant paysannerie et classe ouvrière aux propriétaires terriens du Sud et aux industriels du Nord, comme si la partie perdue dans les années 1919-1922 se rouvrait à nouveau, et cette fois dans tout le pays.

« Le livre de Pavone a été important, parce que c'était la première fois que quelqu'un venant de la gauche reconnaissait que la période 1943-1945

était aussi une guerre civile, et non seulement une guerre de libération nationale, observe l'historien Paolo Pezzino, de l'université de Pise. Jusque-là, le thème de la guerre civile n'était utilisé que par les nostalgiques du fascisme, qui s'en servaient pour relativiser leurs crimes. »

Dans ces trois combats entremêlés, chacun a pu en privilégier un plutôt qu'un autre, choisir de combattre le fasciste plutôt que l'Allemand, le patron plutôt que le nazi. Et c'est d'une volonté irénique de sortir de ces guerres entremêlées des années 1943-1945 qu'est né le succès de *Bella Ciao*, comme on le racontera dans le prochain épisode.

Bella Ciao. A la difficile recherche du peuple italien

[Les métamorphoses de Bella Ciao \(2/4\) Analyse](#) 31 juillet 2018 Par [Nicolas Chevassus-au-Louis](#),

Deuxième épisode de notre plongée dans la longue histoire de l'air italien le plus connu au monde, à l'heure où l'extrême droite est de retour au pouvoir à Rome. Où l'on découvre que l'on se persuade dans les années 1960 que *Bella Ciao* était chanté par les paysannes des rizières de la plaine du Pô.

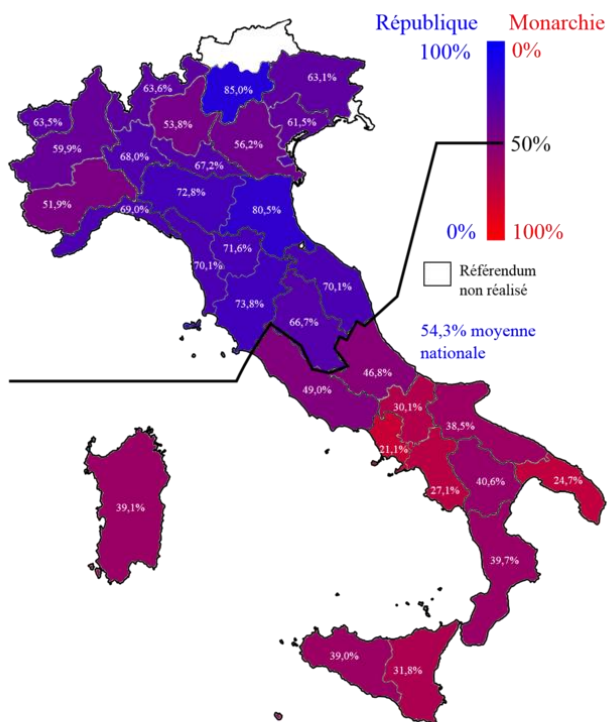
Le 25 avril 1945, les *partigiani* entrent dans Milan, Turin et Gênes, les trois principales agglomérations du nord de l'Italie. L'Italie est libérée de près d'un quart de siècle de fascisme. Mais que reconstruire sur ces décombres ? Le pays est, de fait, dans une situation de triple administration, toutes trois fragiles.

Au sud d'une ligne Pise-Ravenne, sur laquelle le front s'est figé à l'hiver 1944, la monarchie de Victor-Emmanuel III semble contrôler ce qui reste de l'administration étatique. Au nord, le Comité de libération nationale, formé le 9 septembre 1943 par la réunion des principaux partis antifascistes, exerce tant bien que mal son autorité. Partout, les armées anglo-américaines, qui pénètrent au plus vite dans le nord libéré par les *partigiani*, sont *in fine* l'arbitre de ces querelles italiennes... mais au risque d'apparaître comme un nouvel occupant.

Alors qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, la France, libérée elle aussi par l'action conjointe des forces alliées débarquées en Normandie et en Provence et des résistants (en particulier dans le quart sud-ouest du pays), est dirigée par un Gouvernement provisoire à l'autorité reconnue de tous, l'Italie se trouve en tension entre ces pouvoirs concurrents.

Le principal point de discord est la nature du régime à reconstruire sur les ruines du fascisme. Monarchie ou république ? Telle est la question centrale, dans un climat de violence politique persistante, que tentent d'apaiser des gouvernements de coalition (incluant le PCI) entre partis qui n'ont rien d'autre en commun que leur antifascisme.

En pleine campagne électorale des élections municipales, au printemps 1946, le roi Victor-Emmanuel III abdique en faveur de son fils et s'enfuit en Égypte. Le camp monarchiste, très influent dans le sud, ne s'en remet pas. Lors du référendum constitutionnel de juin 1946, les Italiens choisissent, à une majorité de 54 %, le régime républicain. Lequel se met lentement en place.



Le 1^{er} janvier 1948, la constitution de la 1^{re} République italienne entre en vigueur. Mais, entre-temps, les coordonnées politiques mondiales ont changé du tout au tout. L'alliance contre le nazisme unissant puissances capitalistes occidentales et URSS a explosé au printemps 1947. En France comme en Italie, les communistes quittent le gouvernement. La guerre froide débute.

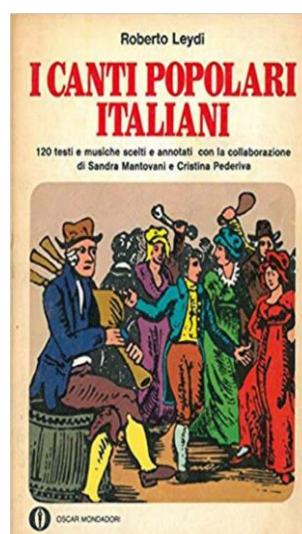
C'est dans ce contexte politique complexe que se comprend l'émergence de *Bella Ciao* comme chanson emblématique de l'antifascisme. On l'a vu [dans le premier volet de cette série](#), l'hymne était entre 1943 et 1945 inconnu des nombreuses formations locales de partisans, appuyées sur une vallée, un plateau, un massif.

Comment se fait-il que *Bella Ciao* ait conféré à l'Italie antifasciste cette unité qui lui manquait tant ? Les travaux historiques manquent sur ce point. Tout juste note-t-on souvent que les chorales populaires dans les communes acquises à la gauche firent beaucoup pour populariser, dès la Libération, la chanson. Pour la gauche unie des socialistes, des communistes et d'autres formations aujourd'hui oubliées comme le Parti d'action, *Bella Ciao* offrait un consensus fédérateur : mourir aux côtés des partisans luttant pour la liberté, voilà qui donnait une

image flatteuse et fédératrice de la gauche, tout en évitant les questions qui fâchent.

La première représentation publique de *Bella Ciao* prend forme lors de la création du Festival mondial de la jeunesse et des étudiants, organisé à Prague à l'été 1947. D'autres représentations suivront au festival de Budapest (1949) et Berlin-Est (1951). La délégation italienne y enthousiasme ses camarades internationalistes par ses claquements de mains accompagnant le refrain qui donne son nom à la chanson. En ce début de guerre froide, *Bella Ciao* est devenu un hymne fédérateur du camp progressiste.

Que la gauche fasse siennes les chansons populaires semble aujourd'hui aller de soi. On mesure mal la transgression que cela représentait alors dans une Italie dont l'unité s'était constituée autour de la langue de Dante et de Boccace, et non sur ses innombrables dialectes dans lesquels étaient écrites les chansons. Le recours au chant populaire comme vecteur de mobilisation politique allait d'autant moins de soi que c'était là un héritage fasciste. À rebours d'une culture classique, faite de la récitation de poèmes dans le bel italien des classes dominantes, le fascisme avait « légué à l'après-guerre une habitude d'utiliser la chanson populaire et le folklore à des fins de propagande politique », notait l'historien Jean Guichard dans *La Chanson dans la culture italienne* (Honoré Champion, 2000). Mais c'est la gauche qui reprend, avec *Bella Ciao*, cet héritage et le fait sien.



Dans les années 1960, avec une décennie d'avance sur la France, la musique folk est à la mode dans la jeunesse politisée italienne. On recueille des chansons traditionnelles, on les ré-interprète, on les popularise, on les commente

dans de savants travaux d'ethnomusicologie. Un personnage clé de ce mouvement est [le Milanais Roberto Leydi](#). Tour à tour journaliste, musicien et producteur, il a coécrit, en 1954, un livre sur le blues et les *protest songs* américaines, alors quasi inconnues en Italie. Leydi est persuadé que la chanson populaire italienne contient cette même force subversive. Interpréter le répertoire folk, dans l'Italie des années 1960, c'est se positionner à gauche, du côté du peuple. « *L'un des caractères saillants et constants de la science du folklore en Italie est sa politisation* », disait Leydi.

Voici donc notre musicologue parcourant l'Italie du Nord, magnétophone à l'épaule, pour y recueillir des chants populaires. En plein *miracolo economico*, l'Italie se modernise et s'industrialise, effaçant lentement dialectes et traditions populaires qu'il devient d'autant plus urgent de sauver de l'oubli. En 1962, lors d'une de ces campagnes de collecte, Leydi fait la connaissance d'une certaine Giovana Daffini. Ancienne mondine (ces ouvrières des rizières de la plaine du Pô), elle est aussi une musicienne accomplie. Et voici qu'elle déclare à Leydi qu'elle chantait, dès les années 1930, l'air de *Bella Ciao*, mais sur de tout autres paroles[2].

Au lieu de :

Una mattina mi sono alzato (un matin, je me suis levé)

O bella ciao, bella ciao, bella ciao ciao ciao (O bella ciao, bella ciao ciao ciao)

Una mattina mi sono alzato (un matin je me suis levé)

E ho trovato l'invasor (et j'ai trouvé l'envahisseur)
la chanson débute par :

Alla mattina appena alzata (le matin, à peine levée)

O bella ciao bella ciao bella ciao, ciao, ciao (O bella ciao, bella ciao ciao ciao)

Alla mattina appena alzata (le matin, à peine levée)

In risaia mi tocca andar (à la rizière je dois aller)

Giovanna Daffini - Bella Ciao - (Mondina).wmv © InChanto DelMar

S'ensuit une plainte sur la dure vie des mondines, les pieds dans l'eau stagnante, harassées de chaleur, harcelées par les moustiques, sous la menace constante du propriétaire terrien.

Il capo in piedi col suo bastone (le chef debout avec son bâton)

O bella ciao bella ciao bella ciao ciao ciao (O bella ciao, bella ciao ciao ciao)

Il capo in piedi col suo bastone (le chef debout avec son bâton)

E noi curve a lavorar (et nous courbées à travailler)

Pour la gauche italienne, l'irruption de Giovana Daffini est du pain bénit. *Bella Ciao* a été construit après guerre comme hymne antifasciste consensuel. Et voici que la chanson se rattache aux plus anciennes luttes sociales italiennes, celles des journaliers de l'agriculture, qui présentent de surcroît l'avantage de pouvoir mobiliser tant au nord qu'au sud.

Leydi est enchanté de sa découverte. Quant à Giovanna Daffini, elle connaît, à 47 ans, la gloire. Elle intègre [les Nuovo Canzoniere Italiano](#), un des plus prestigieux groupes de folk italien, qui se produit même dans des lieux réservés à la culture dite d'élite. Il est ainsi programmé au *Festival dei due mondi* à Spoleto en juin 1964. Le public est du meilleur monde, plus féru d'opéra que de chants populaires. Au programme du festival figurent aussi *Le Chevalier à la rose* de Richard Strauss et un ballet de Glazounov. Et les *Nuovo Canzoniere Italiano*, en ce vingtième anniversaire de la libération de Rome, font sensation avec un spectacle intitulé... *Bella Ciao* !

En ouverture, la version mondine, dite ancienne ; en final, la version antifasciste. La boucle est bouclée : l'antifascisme vient bien du plus profond du peuple italien. Et s'expose même crânement devant l'élite bourgeoise italienne.

il Nuovo Canzoniere Italiano -1963- Bella ciao
"مرحبا جميلة" "你好漂亮" "Goodbye beautiful"
"Adeus bela" © Cefeidas Pt

Bella Ciao, la mondialisation commerciale d'un antifascisme

3 août 2018 Par [Nicolas Chevassus-au-Louis](#) [Les métamorphoses de Bella Ciao \(3/4\)](#) - [Reportage](#)

Troisième épisode de notre plongée dans la longue histoire de l'air italien le plus connu au monde, à l'heure où l'extrême droite est de retour au pouvoir à Rome. Où l'on découvre que le thème de *Bella Ciao* remonte à la Renaissance, et que cette longévité semble gage de postérité en de multiples avatars.

À propos de la vie politique italienne des années 1960, la science politique évoque un « paradigme antifasciste ». Toutes les organisations politiques pouvaient y participer, à condition qu'elles aient pris part à la lutte antifasciste des années 1943-1945. C'est ce paradigme qui a longtemps expliqué l'exclusion du Mouvement social italien (MSI, issu du fascisme) de la vie politique italienne, confirmée par l'échec d'une tentative d'alliance avec la Démocratie chrétienne en 1960.

Entre forces antifascistes, le partage des pouvoirs était de fait immuable : à la Démocratie chrétienne et ses alliés (dont le Parti socialiste à partir de 1961) le gouvernement. Au Parti communiste italien (PCI) ses bastions municipaux du Nord et la direction de l'opposition parlementaire. C'est ce *statu quo* qui est remis en cause à la fin des années 1960, quand émerge une contestation à gauche du PCI, qui va mener aux années de plomb des terrorismes croisés de l'extrême gauche et de l'extrême droite. Cette époque prendra fin avec l'apparition, sans changement de constitution, d'une seconde République italienne dans les années 1990, marquées par la disparition du PCI, l'irruption de Silvio Berlusconi en politique, et la nouvelle respectabilité des héritiers du fascisme.

Tout au long de ces bouleversements, *Bella Ciao* et la mémoire construite de la Résistance se retrouvent à nouveau en première ligne.

On a laissé Roberto Leydi à la fin de notre dernier épisode, comme journaliste musical et découvreur de Giovanna Daffini et de sa version mondine de *Bella Ciao*. En 1973, Leydi entame une nouvelle carrière lorsqu'il est élu professeur

d'ethnomusicologie à l'université de Bologne, alors une des villes les plus rouges du pays, dans une Émilie-Romagne particulièrement sensible à la mémoire de la Résistance (un tiers de la soixantaine de musées italiens consacrés à la Résistance sont dans cette région, marquée autant par l'action des *partigiani* que par la violence des représailles des nazis et des fascistes). Une partie des recherches de Leydi est alors consacrée à mettre au jour les origines de *Bella Ciao*.

Bella ciao - melodia di origine yiddish? © mades07

La mélodie reste une énigme. Il est possible qu'elle soit reprise d'un thème klezmer (écouter ci-dessus), mais rien n'est certain à ce sujet. En revanche, les racines des paroles sont retracées avec précision par Leydi, qui fait remonter l'idée de cette tombe à fleurir aux nombreuses variations de *Fior di Tomba*, classique du folklore italien, décliné en comptine pour enfants ou en chanson tragique.

Une version de *Fior di Tomba* remonte même à un chant de la Renaissance importé de France: la *Complainte de la dame à la tour*, identifié dès 1536 en dialecte piémontais, à une époque où les armées du roi de France envahissaient régulièrement le nord de l'Italie. « *Le thème commun à toutes ses versions est toujours le drame de l'amour qui mène à la mort. Une femme souhaite épouser un prisonnier. Mais ce dernier est condamné à mort et l'exécution aura lieu le lendemain* », résume le linguiste et chanteur Carlo Pestelli dans *Bella Ciao. La Canzone della libertà* (ADD Editore 2016, non traduit).

Voici donc *Bella Ciao*, par les érudits travaux de Roberto Leydi, inséré dans une histoire plus longue encore de l'Italie. Et surtout bien moins politique.

Et Giovanna Daffini ? L'ancienne « mondine » (ouvrière saisonnière des rizières) multiplie les

versions, jusqu'à son décès en 1967. Tantôt elle aurait chanté son *Bella Ciao* des rizières avant guerre, tantôt après. Dans son livre *Guerra, guerra ai palazzi e alle chiese* (Odradek, 2003, non traduit), Cesare Bermani, un ancien des *Nuovo Canzoniere Italiano*, donne le fin mot de l'histoire. Comme il le résume en empruntant une citation à l'historien britannique Eric Hobsbawm, l'histoire que l'on raconte dans les années 1960 de *Bella Ciao* n'est rien d'autre que « *l'invention d'une tradition* ».

Irrité par la notoriété soudaine de Giovanna Daffini, Bermani rapporte qu'un ancien ouvrier agricole, Vasco Scansani, écrit à *L'Unità*, quotidien du PCI, pour affirmer qu'il a composé en 1951 les paroles de l'air des mondines... Ce que ne conteste pas la chanteuse, qui n'en est pas à une palinodie près. Il est vrai que l'on comprenait mal pourquoi une mondine se serait adressée à une *bella* pour chanter ses malheurs. *L'Unità* tarde à publier la lettre de Scansani. « *Se non è vero, è bene trovato* » (si ce n'est pas vrai, c'est bien dit), semble admettre la gauche italienne, attachée à la belle fable de l'origine prolétarienne des paroles de *Bella Ciao*.



Statue à

la mémoire des partisans sur une place de Parme. © Hélène Staes

La question de l'héritage de la Résistance devient plus brûlante que jamais dans les années 1970. Les innombrables groupes d'extrême gauche qui se lancent dans le terrorisme insurrectionnel, souvent résumés aux seules Brigades rouges, ont en partage la filiation revendiquée avec les *partigiani*. « *La résistance ne fut pas tricolore mais rouge* », est un de leurs slogans, dénonçant l'union nationale (les trois couleurs du drapeau italien) autour de la *Resistenza* défendue par le PCI. Tout l'imaginaire des groupes d'extrême gauche armés signale leur imprégnation par l'imaginaire de la *Resistenza*. L'un d'eux se nomme ainsi GAP, détournant le sigle des *Gruppi di Azione Patriottica*, une des branches urbaines

de la résistance communiste, en *Gruppi Armati Proletari* ([en lire plus ici](#)).

Les groupes d'extrême gauche qui apparaissent dans les années 1970 ne sont pas les seuls à se référer aux deux années de lutte armée contre le « *nazifascismo* », selon le terme consacré en Italie. L'État lui-même se prend d'une frénésie commémorative. Selon les décomptes de l'historien britannique Philip Cooke dans *The Legacy of the Italian Resistance* (Palgrave Macmillan, 2011, non traduit), 62 monuments commémoratifs sont inaugurés entre 1969 et 1975, dont 23 cette seule dernière année.

Amnésie historique et produit de marché

Le 8 juillet 1978, l'ancien partisan Sandro Pertini est élu à la présidence de la République, deux mois après l'assassinat du dirigeant démocrate-chrétien Aldo Moro par les Brigades rouges, alors même qu'il discutait avec le PCI un « compromis historique » qui lui aurait permis d'accéder pour la première fois depuis 1947 au gouvernement. Un Aldo Moro qui incarnait la ligne politique que chante *Bella Ciao* : celle de l'union antifasciste allant des communistes à la Démocratie chrétienne, qui fondait la première République italienne.



Brescia, ville industrielle du nord de l'Italie, une plaque honore la mémoire des victimes (8 morts et 102 blessés) d'un attentat aveugle de l'extrême-droite en 1974 (le seul dont les responsables ont été jugés et condamnés) en même temps que la manifestation antifasciste qui a suivi. © Hélène Staes

C'est cette union qui explose dans les années 1990, avec la dislocation du PCI comme de la Démocratie chrétienne. Le premier ne se remet pas de l'effondrement de l'Union soviétique. La seconde tombe sous les coups des enquêtes *Mani*

pulite (Mains propres) du parquet anti-corruption de Milan.

« Dans les années 1990, le paradigme de l'antifascisme et la pratique qui en découlait ont été balayés, car les partis qui en étaient les inspirateurs, de même que ceux qui en étaient exclus, ont pour la plupart disparu ou changé d'identité », [souligne l'historien Aldo Agosti dès 2002](#).

Une analyse que confirme aujourd'hui l'historien britannique Philip Cooke : « Il est clair que l'État italien comme les principaux partis politiques ne s'identifient plus à la Résistance comme ils le faisaient jusque dans les années 1980. » Sans que la Constitution ne soit modifiée, une seconde République italienne émerge, marquée par un jeu des partis totalement différent. Le PCI, de scission en scission, disparaît, et avec lui la gauche héritière de la Résistance. Dans le même temps, le champ politique se déplace à droite, jusqu'à laisser entrer le Mouvement social italien, héritier direct du fascisme et personnifié par Gianfranco Fini, au gouvernement en 1994.

Si la première République était née de l'antifascisme, la seconde naît sous les auspices de la télé-réalité berlusconienne. L'amnésie historique débute. « Pour la plupart des Italiens, le jour férié du 25 avril, qui célèbre l'entrée des partisans dans Turin et Milan, marque le début des barbecues et de la saison des pique-niques à la campagne », constate l'historien Paolo Pezzini, qui dirige le réseau des Istituti Storici della Resistenza e dell'Età Contemporanea. L'historiographie de la *Resistenza* s'en ressent : on se met à critiquer sa marginalité, à décrier son isolement ou sa violence, à fustiger l'omniprésence des communistes.

Cette disparition de la Résistance comme obligation politique autorise la transformation de *Bella Ciao* en produit de marché. La chanson était de longue date mondialisée, mais au sein du monde communiste. On en connaissait ainsi des versions chinoises, cubaines ou vietnamiennes. Durant les années 1990, *Bella Ciao* se transforme

en hymne festif, dépourvu de toute racine historique. On peut ainsi voir les supporters du club de football danois de Brøndby l'adopter et Woody Allen, moins connu comme clarinettiste que comme cinéaste, en faire un tube de son New Orleans Jazz Band (*voir ci-dessous*), ou encore des chanteurs aussi différents que [le post-punk Thomas Fersen](#) ou [le post-Yougoslave Goran Bregović](#) l'intégrer à leur répertoire.

Woody Allen suona "Bella Ciao" con la sua New Orleans Jazz Band. Montecatini 29/03/2010. © Marco Lorenzoni

Le site [antiwarsongs.org](#) recense pas moins de quarante adaptations de *Bella Ciao*, y compris en kurde, en tagalog (parlé aux Philippines), ou en breton. Toutes ces versions ont en commun de proposer une interprétation sans politique aucune de l'hymne emblématique. En Italie, cependant, la chanson reste marquée politiquement, à travers les interprétations [des Modena City Ramblers](#) (qui ont également enregistré *Fischia il vento*) ou [des Materiale resistente](#), dont l'intitulé suffit à comprendre l'orientation politique.

Tel est le résultat de la mondialisation de *Bella Ciao*. On connaît partout la chanson, mais rares sont ceux qui en connaissent l'histoire. Pourtant, dans l'Italie d'aujourd'hui gouvernée par l'extrême droite, *Bella Ciao* reste un point de repère pour les opposants qui restent fidèles aux valeurs de la *Resistenza*. Qu'en pense Mateo Salvini, l'omniprésent ministre de l'intérieur italien, dirigeant de l'extrême droite de la Ligue ? Son maillot siglé « Pisa Ciao/Masso Ciao / Siena Ciao », célébrant trois victoires électorales de sa Ligue dans des municipalités historiquement de gauche donne une idée de sa faculté à détourner l'hymne.

Le dernier épisode de notre série montrera que *Bella Ciao* reste toutefois le dernier symbole de l'antifascisme d'une Italie amnésique où les années Mussolini en viennent [à devenir une référence pour une certaine jeunesse](#).

«“Bella Ciao” reste le seul symbole de l’antifascisme connu de tous les Italiens»

[Les métamorphoses de Bella Ciao \(4/4\) - Entretien](#) 6 août 2018 Par [Nicolas Chevassus-au-Louis](#)

En conclusion de notre série sur la chanson *Bella Ciao*, Mediapart s’est entretenu avec Santo Peli, professeur à l’université de Padoue et spécialiste de l’histoire de la Résistance italienne, notamment sur l’héritage embarrassant de la période fasciste (1922-1945) aujourd’hui.

Bella Ciao, tube de l’été 2018 ? Les plus jeunes fans de la série *La Casa de papel* découvrent la chanson au rythme des aventures des braqueurs madrilènes, le rappeur maître Gims en fait une romance douceuse, et les supporters de la Coupe du monde de football s’égosillent en détournant le refrain en chant de stade. Mais que raconte au juste *Bella Ciao*, sans doute aujourd’hui l’air italien le plus connu au monde ? Rien moins que trois quarts de siècle de rapport de l’Italie au fascisme. En conclusion, entretien avec Santo Peli, professeur à l’université de Padoue, qui est notamment l’auteur de *Storia della Resistenza in Italia* (Einaudi, 2006, non traduit), principale synthèse sur l’histoire de la Résistance italienne. L’historien souligne à quel point la période fasciste (1922-1945) continue d’embarrasser le pays.



Santo Peli, dans les locaux de la fondation Michelletti à Brescia. © Hélène Staes

L’idée, avancée en 1991 par Claudio Pavone, que la période 1943-1945 a été une guerre civile entre Italiens plus qu’une lutte de libération nationale contre l’occupant allemand fait-elle aujourd’hui consensus parmi les historiens ?

Je crois que oui. Jusque dans les années 2000, il y a eu une forte résistance à cette idée de guerre civile, notamment de la part des milieux de

gauche et de l’Associazione Nazionale Partigiani d’Italia, principale organisation d’anciens partisans. Pour eux, l’idée de guerre civile renvoyait dos à dos les deux adversaires (fascistes et partisans) et minimisait la dimension nationale et patriotique de la lutte des partisans. Nier la guerre civile servait aussi à mettre de côté, à minorer, la place du fascisme dans l’histoire italienne. De plus, l’idée de guerre civile empêchait de soutenir que le peuple italien avait, dans son immense majorité, été antifasciste. On sait aujourd’hui que c’est faux.

Pourquoi ?

La Résistance n’a pas été l’œuvre du peuple italien, mais d’une petite minorité active, elle-même divisée dans ses motivations. Certains partisans se sont engagés pour des raisons politiques bien affirmées, d’autres par un hasard de circonstances. Et c’est la même chose du côté de la petite minorité qui a soutenu la République sociale italienne (RSI) fasciste.

Ce qui est remarquable, c’est que la direction politique et militaire de la Résistance est parvenue, par son intelligence politique, à produire une image de force et d’unité du peuple, alors que cette force et cette unité n’existaient pas. La Résistance partait, en 1943, avec de terribles faiblesses. Deux décennies de fascisme avaient produit un analphabétisme politique presque total. C’est là une grande différence avec la France, qui avait au contraire connu avec le Front populaire une période d’intense politisation.

La plupart des partisans, souvent très jeunes, n’ont connu que le fascisme. Ceux qui possèdent une identité politique et culturelle bien affirmée, une maturité, une capacité à penser politiquement sont presque inexistantes en 1943. Ils sont en prison, ou en exil, souvent en France ou en URSS. À l’intérieur du pays, il n’y a plus de cadres politiques expérimentés. Même le PCI, qui sera quelques années plus tard le plus puissant

parti communiste d'Europe occidentale, n'a en 1943 quasiment plus de militants implantés en Italie même.

Pourtant, les ouvriers communistes vont être au cœur de la Résistance armée entre 1943 et 1945...

Pas du tout ! Ça, c'est le discours du PCI, dominant à gauche jusque dans les années 1990. C'est son autonarration de la période expliquant que la classe ouvrière, qu'il entendait représenter, avait été à l'avant-garde de la lutte du peuple italien pour la libération. Les choses ne se sont pas du tout passées ainsi. La Lombardie est par exemple la région qui a le moins de partisans armés, alors que c'est celle qui concentre le plus d'ouvriers. Pourquoi ? Parce que les ouvriers, en particulier ceux travaillant dans les usines d'armement, étaient exemptés du travail obligatoire en Allemagne et du service militaire imposé par la RSI. Or la plupart des jeunes partisans se sont enfuis pour ne pas faire le service militaire. Les ouvriers, eux, sont restés à leur poste de travail, en ville, même s'ils ont pu participer à des actions de résistance civile. En pratique, très peu de partisans étaient ouvriers.

C'est pourquoi je parlais tout à l'heure de motivations circonstanciées à l'entrée dans la Résistance. Un autre exemple se trouve dans le Piémont. À la signature de l'armistice du 8 septembre 1943 avec les Alliés, les 100 000 hommes de la IV^e armée italienne, qui occupait depuis novembre 1942 les régions de Nice et de Grenoble, rentrent en Italie dans le plus grand désordre. Certains soldats ne peuvent pas rentrer chez eux parce qu'ils sont originaires du Sud, coupé du Nord par la ligne de front entre Alliés et Allemands : ils vont parfois rester dans les montagnes du Piémont, où ils deviennent partisans.

Y a-t-il encore aujourd'hui des questions très polémiques, comme l'a été l'idée de guerre civile, parmi les historiens spécialistes de la Résistance ?

Non. L'intensité des polémiques dans les années 1990 était liée au contexte politique, celui de l'effondrement de la Première République et des deux partis qui l'incarnaient, le PCI et la Démocratie chrétienne. Aujourd'hui, il y a moins

de travaux sur la Résistance. L'intérêt des chercheurs spécialistes de la période s'est déplacé vers d'autres questions comme les internés militaires (ces soldats italiens faits prisonniers par les Allemands après le 8 septembre), les déportations raciales, les victimes civiles des bombardements alliés ou des représailles nazies ou fascistes. L'historiographie a connu, comme en France, un tournant victimaire qui a diminué l'intérêt pour la Résistance.

Pas de date de commémoration

Est-ce qu'il y a, pour le grand public italien, un personnage symbolisant la Résistance ?

Pas vraiment. Il n'y a aucun équivalent en Italie de De Gaulle ou de Jean Moulin. Le personnage le plus connu est sans doute Sandro Pertini, socialiste exilé et emprisonné pendant le fascisme, puis dirigeant de la Résistance, qui doit sa notoriété au fait d'avoir été un président de la République très populaire entre 1978 et 1985. Mais il est mort en 1990 et son nom ne dit plus grand-chose aux jeunes générations.

« Rome ville ouverte » © antonino rapisarda

La plus célèbre est sans conteste *Rome, ville ouverte* de Roberto Rossellini. Mais le film date de 1945 ! Sa vision de la Résistance, qui insiste sur l'unité du peuple dans la lutte pour la libération nationale, est typique de l'époque, mais complètement désuète. Depuis, il n'y a plus eu d'œuvres majeures atteignant le grand public et évoquant cette période. Il n'y a guère que *Bella Ciao* qui symbolise l'antifascisme, avec ce paradoxe que le chant était inconnu des partisans et que ses paroles n'ont aucun contenu politique !

Une date ?

Le 25 avril, qui commémore la libération de Turin et de Milan par les partisans, est un jour férié mais il est aujourd'hui peu célébré hors des milieux de gauche. Du reste, sa célébration publique a été interdite de 1948 à 1961, date d'arrivée au pouvoir du premier gouvernement de centre-gauche. Durant cette période, dans les

écoles, on célébrait le 25 avril l'anniversaire de la naissance du prix Nobel de physique Guglielmo Marconi ! Ce n'est que sous la présidence de Giuseppe Saragat (1964-1971) que l'on commence à célébrer le 25 avril à la radio ou à la télévision publique.

Plus récemment, les présidents de la République (aux pouvoirs surtout symboliques) Carlo Ciampi et Sergio Mattarella (toujours en fonctions) ont essayé de transformer le 25 avril en une fête populaire, mais ces efforts n'ont guère eu de succès. La date reste un repoussoir pour la droite et l'extrême droite. L'an passé, plusieurs maires de la Ligue, en particulier dans son bastion de Vénétie, ont pris des arrêtés municipaux pour interdire de chanter *Bella Ciao* lors des commémorations du 25 avril, en soutenant qu'il s'agit d'une chanson politique qui ne représente pas l'unité du peuple.

Et Matteo Salvini, dirigeant de la Ligue et actuel ministre de l'intérieur, a tenu un discours à Vérone le 25 avril 2017 pour souhaiter que cette date devienne la fête de la libération de l'Italie de la peur et pour célébrer le droit à l'autodéfense !

Comment l'histoire de la Résistance est-elle aujourd'hui enseignée ?

Il faut distinguer la théorie de la pratique. Selon les programmes et les manuels scolaires, l'étude du XX^e siècle doit être centrale. Mais quand je me rends dans des lycées, je constate que les jeunes connaissent très mal la période fasciste. Ils pensent que la Résistance a été une lutte contre l'occupation allemande, sans savoir ce qui a conduit à cette occupation. On entend encore trop souvent que le régime fasciste avait des bons côtés. Il y a une méconnaissance totale du fait que l'Italie est, à partir de 1935, un État allié de l'Allemagne nazie, à la politique clairement impérialiste (invasion de l'Éthiopie, participation aux côtés d'Hitler à la guerre civile espagnole) et raciste (lois antisémites de 1938, dont on entend hélas souvent qu'elles ont été imposées par Hitler, ce qui est totalement faux).

Cette méconnaissance de la période fasciste par les jeunes générations offre un terrain fertile pour la propagation des idées d'extrême droite.